

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE PREMIERE PARTIE

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE 1ère PARTIE

(montants en dhs)

Exercice Clos au 30 juin 2014

I - SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN

MASSES	Exercice (a)	Exercice n-1 (b)	Variation a - b	
			Emplois (c)	Ressources (d)
1 Financement permanent	763 740 505,59	821 163 077,13	57 422 571,54	
2 Moins Actif immobilisé	788 481 183,81	799 903 097,52		11 421 913,71
3 FONDS DE ROULEMENT	- 24 740 678,22	21 259 979,61	46 000 657,83	-
FONCTIONNEL (1 - 2)	A			
4 Actif circulant	484 764 140,91	370 419 747,74	114 344 393,17	
5 Moins Passif circulant	369 169 520,31	337 508 842,04		31 660 678,27
6 BESOIN DE FINANCEMENT	115 594 620,60	32 910 905,70	82 683 714,90	-
Global (4 - 5)	B			
7 TRESORERIE NETTE	- 140 335 298,82	- 11 650 926,09	-	128 684 372,73
Actif - Passif	A-B			

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE DEUXIEME PARTIE

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE 2ème PARTIE

	EXERCICE N		EXERCICE N - 1	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
I. Ressources stables de l'exercice : (Flux)				
AUTOFINANCEMENT A	-	37 382 497,26	-	141 562 089,97
. Capacité d'autofinancement	-	106 682 497,26	-	191 062 089,97
. Distribution de bénéfices	-	69 300 000,00	-	49 500 000,00
CESSION / REDUCTION IMMOBILISATIONS B	-	848 672,28	-	634 639,00
. Cession immobilisations incorporelles	-	-	-	-
. Cession immobilisations corporelles	-	848 672,28	-	634 639,00
. Cession immobilisations financières	-	-	-	-
. Récupération / créances immobilisées	-	-	-	-
AUGMENTATION CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES C	-	-	-	-
. Augmentation de capital, apports	-	-	-	-
. Subventions d'investissements	-	-	-	-
AUGMENTATION DETTES DE FINANCEMENT D	-	-	-	300 000 000,00
(Nettes de primes de remboursement)	-	-	-	300 000 000,00
TOTAL I RESSOURCES STABLES (A + B + C + D)	-	38 231 169,54	-	442 196 728,97
II. EMPLOIS STABLES EXERCICE (FLUX)				
ACQUISITIONS / AUGMENTATION D'IMMOBILISATION E	45 923 837,26	-	131 597 084,36	-
. Acquisitions d'immobilisations incorporelles	664 700,00	-	1 505 832,00	-
. Acquisitions d'immobilisations corporelles	44 616 682,26	-	129 971 578,78	-
. Acquisitions d'immobilisations financières	642 455,00	-	119 673,58	-
. Augmentation des créances immobilisées	-	-	-	-
REMBOURSEMENT CAPITAUX PROPRES F	-	-	-	-
REMBOURSEMENT DETTES DE FINANCEMENT G	19 824 717,16	-	37 852 574,55	-
. Remboursement dettes de financement	36 773 590,11	-	46 752 475,37	-
EMPLOIS EN NON VALEURS H	2 721 455,00	-	5 142 254,14	-
. Emplois en non valeurs	1 534 400,00	-	9 067 999,48	-
TOTAL II EMPLOIS STABLES (E + F + G + H)	84 231 827,37	-	187 417 559,21	-
III. VARIATION BESOIN FINANCEMENT GLOBAL	82 683 714,90	-	-	31 041 812,33
IV. VARIATION TRESORERIE	-	128 684 372,73	285 820 982,09	-
TOTAL GENERAL	166 915 542,27	166 915 542,27	473 238 541,30	473 238 541,30

A 2 : ETAT DES DEROGATIONS

ETAT DES DEROGATIONS

Exercice Clos au 30 juin 2014

INDICATION DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III. Dérogations aux règles d'établissement des états de synthèse	NEANT	NEANT

A 3 : ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

Exercice Clos au 30 juin 2014

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II. Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

B 4 : TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

Exercice Clos au 30 juin 2014

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur Comptable Nette	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C.P.C de l'exercice
						Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
	1	2	3	4	5				9
			N	T					T
	E	A							N
N					N	E	A		
TOTAL	-	-	-	-	-	-	-	-	-

TABLEAU DES PROVISIONS

TABLEAU DES PROVISIONS

(montants en dhs)

Exercice Clos au 30 juin 2014

Nature	Montant début d'exercice	Dotations			Reprises			Montant fin d'exercice
		d'exploitation	financières	non courantes	d'exploitation	financières	non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Provisions durables pour risques et charges	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS TOTAL (A)	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie) (Clients et stocks)	48 398 534,43	9 321 834,51	-	-	3 735 493,51	-	-	53 984 875,43
5. Autres provisions pour risques et charges (Ecart de convers)	8 075 365,00	-	60 373,13	-	-	75 365,00	-	8 060 373,13
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-
SOUS TOTAL (B)	56 473 899,43	9 321 834,51	60 373,13	-	3 735 493,51	75 365,00	-	62 045 248,56
TOTAL (A + B)	56 473 899,43	9 321 834,51	60 373,13	-	3 735 493,51	75 365,00	-	62 045 248,56

TABLEAU DES PROVISIONS

ETAT DES PASSIFS EVENTUELS

Exercice Clos au 30 juin 2014

La société a reçu le 20 juin 2013 un avis de vérification fiscale portant sur l'impôt sur les sociétés (IS), l'impôt sur le revenu (IR) et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au titre des exercices allant de 2009 à 2012.

Le 20 Décembre 2013 la société a reçu une 1ère notification d'un montant total de 54 MMAD suite à laquelle une réponse a été adressée en rejetant l'ensemble des points relevés par le vérificateur.

En date du 26 Février 2014 une deuxième notification a été reçue ramenant le montant total des redressements à 35 MMAD. Une réponse a été adressée par la société rejetant l'ensemble des points soulevés par le vérificateur et demandant un pourvoi devant la commission locale de taxation.

La société a reçu en date du 4 septembre 2014 une première lettre de rappel de la Direction Générale des Impôts demandant de justifier le paiement des droits de timbre de la période 2004-2013 selon les dispositions des articles 249 et 252 du CGI.

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



Building a better working world

37, Bd Abdellatif Benkaddour
20050 Casablanca
Maroc



47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

LES EAUX MINERALES D'OULMES

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DE LA SITUATION INTERMEDIAIRE

PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 30 JUIN 2014

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la société Les Eaux Minérales d'Oulmes comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et une sélection des notes annexes les plus significatives relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2014. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant MAD 496.528.359,73 dont un bénéfice net de MAD 48.651.018,57 relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

La société a reçu, le 20 juin 2013, un avis de vérification fiscale portant sur l'impôt sur les sociétés (IS), l'impôt sur le revenu (IR) et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au titre des exercices allant de 2009 à 2012. En date du 20 décembre 2013, la société a reçu la première notification fiscale portant sur lesdits impôts et taxes au titre des exercices contrôlés. Une deuxième notification a été reçue, en date du 26 Février 2014, prenant partiellement en compte les réponses et explications apportées par la société. Cette dernière s'est pourvue devant la commission locale de taxation. A ce stade de la procédure, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur l'issue finale de ce contrôle et son impact sur le résultat et les capitaux propres de la société au 30 juin 2014.

Sur la base de notre examen limité et sous réserve de l'incidence de la situation décrite au paragraphe ci-dessus, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société arrêtés au 30 juin 2014 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'Etat B15 ci-joint relatant la demande de l'administration fiscale, reçue par la société en date du 4 septembre 2014, l'invitant à fournir les justificatifs de versement concernant les droits de timbre prévus par les articles 249 et 252 I-B du CGI au titre de la période 2004 à 2013.

Casablanca, le 19 septembre 2014

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG

Abdelmejjid FAIZ
Associé
37, Boulevard, Abdellatif Ben Kaddour
CASABLANCA
Tél : (212-2) 2 85 79 00 - Fax : (212-2) 2 30 02 26

FIDAROC GRANT THORNTON

Falca/MEKOUAR
Associé
47, rue Allal Ben Abdellah
Casablanca
Tél : (212-2) 54 40 00 - Fax : (212-2) 54 40 00